

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/S/192/Rev.1
3 avril 2008

(08-1465)

Organe d'examen des politiques commerciales

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

Rapport du Secrétariat

TURQUIE

Révision

Le présent rapport, préparé pour le quatrième examen de la politique commerciale de la Turquie, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé à la Turquie des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à M. Ricardo Barba (tél.: 022 739 5088).

La déclaration de politique générale présentée par la Turquie est reproduite dans le document WT/TPR/G/192/Rev.1.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la Turquie.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
OBSERVATIONS RÉCAPITULATIVES	vii
1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	vii
2) CADRE INSTITUTIONNEL	vii
3) INSTRUMENTS DE POLITIQUE COMMERCIALE	viii
4) POLITIQUES SECTORIELLES	ix
5) POLITIQUE COMMERCIALE ET PARTENAIRES COMMERCIAUX	x
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	1
1) PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCONOMIE	1
2) ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE	2
3) RÉSULTATS COMMERCIAUX ET INVESTISSEMENT	5
i) Commerce de biens et de services	5
ii) Investissement étranger direct	9
4) PERSPECTIVES	10
II. RÉGIMES DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT	12
1) CADRE GÉNÉRAL	12
2) OBJECTIFS DE POLITIQUE COMMERCIALE	13
3) ACCORDS COMMERCIAUX	14
i) OMC	14
ii) Accords régionaux	19
iii) Accords bilatéraux	23
iv) Autres accords commerciaux préférentiels	24
4) CADRE D'INVESTISSEMENT	24
III. POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE	30
1) INTRODUCTION	30
2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS	31
i) Procédures douanières, dédouanement et évaluation en douane	31
ii) Règles d'origine	33
iii) Droits de douane, autres droits et impositions	34
iv) Prohibitions à l'importation, contingents et licences	46
v) Mesures correctives commerciales contingentes	49
vi) Normes et autres prescriptions techniques	56
vii) Marchés publics	63
viii) Prescriptions de teneur en produits d'origine nationale	66
ix) Commerce compensé	66
x) Autres mesures	66
3) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES EXPORTATIONS	67
i) Enregistrement et documents	67
ii) Taxes à l'exportation	67
iii) Prohibitions et contrôles à l'exportation et licences d'exportation	68
iv) Subventions, financements, aides et promotion concernant les exportations	70

	<i>Page</i>
v) Zones franches	73
vi) Autres mesures	74
4) MESURES AGISSANT SUR LA PRODUCTION ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR	75
i) Incitations	75
ii) Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation	78
iii) Politique de la concurrence et contrôle des prix	82
iv) Protection des droits de propriété intellectuelle	85
IV. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR	91
1) APERÇU GÉNÉRAL	91
2) AGRICULTURE ET ACTIVITÉS CONNEXES	91
i) Principales caractéristiques	91
ii) Évolution de la politique agricole	93
3) INDUSTRIES EXTRACTIVES ET ÉNERGIE	100
i) Aperçu général	100
ii) Industries extractives	101
iii) Énergie	103
4) INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	110
i) Principales caractéristiques	110
ii) Évolution de la politique manufacturière	111
iii) Aperçu de certaines branches de production	113
5) SERVICES	117
i) Principales caractéristiques	117
ii) Services financiers	118
iii) Télécommunications et services postaux	122
iv) Transport	126
v) Tourisme	134
BIBLIOGRAPHIE	137
APPENDICE – TABLEAUX	139

GRAPHIQUES

	<i>Page</i>
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
I.1 Composition du commerce des marchandises, 1995 et 2000-2005	7
I.2 Structure géographique du commerce des marchandises, 1995 et 2000-2005	8
III. POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE	
III.1 Répartition des taux de droits NPF appliqués, 2007	36
III.2 Progressivité des droits par position à deux chiffres de la CITI, 2007	39
IV. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR	
IV.1 Protection tarifaire dans le secteur industriel, 2007	112

TABLEAUX

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
I.1 Principaux indicateurs économiques, 2002-2006	3
I.2 Balance des paiements, 2002-2006	5
I.3 Investissement étranger direct, 2002-2005	10
II. RÉGIMES DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT	
II.1 Exemples de notifications à l'OMC en 2007	15
II.2 Participation de la Turquie à des procédures de règlement des différends dans le cadre de l'OMC, 1995-2007	18
II.3 Accords commerciaux bilatéraux en 2007	23
II.4 Restrictions sur les investissements directs étrangers en 2007	25
II.5 Indice de l'effet restrictif de la réglementation turque concernant l'IED en 2006	28
III. POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE	
III.1 Règles d'origine préférentielles, 2007	34
III.2 Distribution des droits NPF, par type de droit, 2007	35
III.3 Structure des droits NPF, 2003 et 2007	36
III.4 Analyse succincte des droits NPF appliqués par la Turquie en 2007	37
III.5 Principales caractéristiques des régimes d'admission à des conditions de faveur, 2007	40
III.6 Droits NPF et droits préférentiels moyens appliqués, 2007	42
III.7 Accords commerciaux préférentiels, 2007	42
III.8 Contingents tarifaires préférentiels visant les produits agricoles bruts et transformés, 2007	44
III.9 Prohibitions à l'importation, 2007	46
III.10 Produits pour lesquels une licence d'importation est requise, 2007	48
III.11 Mesures antidumping définitives, juillet 2007	51
III.12 Mesures de sauvegarde définitives en vigueur, 2007	56
III.13 Normes officielles turques et leur équivalence avec des normes internationales, 2007	58
III.14 Prohibitions à l'exportation, 2007	68
III.15 Produits d'exportation pour lesquels une licence est requise, 2007	69
III.16 Principales caractéristiques des programmes d'assurance à l'exportation, 2007	72
III.17 Activité commerciale des zones franches, 2002-2006	75
III.18 Principales caractéristiques des programmes d'aide publique, 2007	76
III.19 Aperçu des entreprises publiques, 2007	79

	<i>Page</i>
III.20 Organismes de régulation indépendants, 2007	84
III.21 Affaires traitées par la Direction de la concurrence, 2000-2006	85
III.22 Participation de la Turquie à des accords, conventions et traités internationaux, 2007	87
 IV. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR	
IV.1 Structure du secteur agricole, 2006 et 2013	93
IV.2 Subventions à l'exportation, par produit agricole, 2007	97
IV.3 Transferts associés aux politiques agricoles, 1986-1988, et 2003-2005	98
IV.4 Mécanismes de crédit, 2007	103
IV.5 Interventions de l'État dans le secteur de l'énergie, 2007	104
IV.6 Structure du secteur manufacturier, 2002 et 2005	110
IV.7 Indicateurs concernant les télécommunications, 2002-2006	122
IV.8 Licences accordées, 2004-2006	123
IV.9 Transport du fret, 2006 et 2013	127
IV.10 Transports maritimes, 2004-2006	128
IV.11 Indicateurs concernant le tourisme, 2005-2007	134

APPENDICE – TABLEAUX

 I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
AI.1 Structure des exportations, 1995, et 2000-2005	141
AI.2 Destination des exportations, 1995, et 2000-2005	143
AI.3 Structure des importations, 1995, et 2000-2005	144
AI.4 Provenance des importations, 1995, et 2000-2005	146
 II. RÉGIMES DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT	
AII.1 Législation commerciale, 2007	147
 III. POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE	
AIII.1 Moyenne des droits NPF appliqués, par chapitre du SH2, 2007	152
AIII.2 Produits assujettis à des droits non <i>ad valorem</i> , 2007	156
AIII.3 Droits d'accise ou taxe spéciale à la consommation, 2007	164
AIII.4 Principales caractéristiques des programmes de crédits et de garanties à l'exportation, 2007	168
 IV. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR	
AIV.1 Droits NPF appliqués, par catégorie de la CITI Rev.2, 2007	173
AIV.2 Récapitulatif des engagements spécifiques de la Turquie concernant les services	177
AIV.3 Résumé de la liste d'exemptions de l'article II (NPF) de la Turquie	180

OBSERVATIONS RÉCAPITULATIVES**1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE**

1. Depuis la crise économique qu'elle a connue en 2001, la Turquie met en œuvre un programme de réforme ambitieux, notamment en matière de fiscalité, de privatisation et de sécurité sociale. Grâce à ce programme, l'économie a été stabilisée, le taux de croissance annuelle du PNB réel a atteint 7,4 pour cent en moyenne entre 2002 et 2006, le taux d'inflation est tombé de 29,7 pour cent en 2002 à 9,6 pour cent en 2006, et le déficit budgétaire global a été ramené de 12,5 à 0,8 pour cent du PNB pendant cette période. Les réformes récentes ont également visé à accélérer l'adhésion de la Turquie aux Communautés européennes (CE).

2. Néanmoins, la Turquie est toujours confrontée à des problèmes structurels, notamment le déficit croissant des opérations courantes (0,8 pour cent du PNB en 2002 et 8,2 pour cent en 2006), ce qui rend son économie vulnérable face aux chocs extérieurs. En outre, le chômage reste élevé (9,9 pour cent en 2006, contre 10,3 pour cent en 2002) et certaines des principales industries sont encore dominées par des entreprises d'État, comme la Société des pétroles turcs (TPAO), les Entreprises houillères de Turquie (TTK), la Société turque de transport de l'électricité (TEIAS) et les Chemins de fer turcs.

3. La réforme monétaire du 1^{er} janvier 2005 a instauré la nouvelle livre turque (YTL) en divisant l'ancienne livre turque par 1 000 000. La Banque centrale de la République de Turquie (CBRT) est passée d'un régime de parité glissante à un système de taux de change flottant le 22 février 2001. Entre 2002 et 2005, en raison du niveau record des entrées de capitaux, l'appréciation réelle du taux de change effectif a été supérieure à 10 pour cent par an en moyenne. Toutefois, en 2006, le relèvement des taux d'intérêt dans les principaux pays industrialisés a entraîné une dépréciation de la nouvelle livre turque en

termes réels, estimée par la CBRT à 6,6 pour cent.

4. Depuis le dernier examen, réalisé en 2003, la Turquie a pris des mesures pour améliorer le climat de l'investissement, y compris la création de l'Office turc de soutien et de promotion des investissements en juin 2006, mesures grâce auxquelles les entrées annuelles d'IED ont été en moyenne de 4 757 millions de dollars EU entre 2003 et 2005 et ont atteint en 2006 un niveau record estimé à quelque 20 000 millions de dollars EU. Néanmoins, des restrictions sur l'investissement étranger ont été introduites ces dernières années en ce qui concerne l'acquisition de biens immobiliers, et plusieurs secteurs restent soumis à des restrictions concernant l'IED (par exemple la radiodiffusion, la pêche, le secteur pétrolier, les industries extractives et les services financiers).

5. Les exportations de marchandises ont plus que doublé depuis 2002 et le secteur manufacturier contribue pour plus de 80 pour cent au total des exportations de marchandises, suivi par l'agriculture et les industries extractives. Plus de la moitié des exportations de la Turquie sont destinées aux CE, l'Allemagne restant le principal marché d'exportation. Les importations de marchandises ont également plus que doublé depuis 2002 et les produits manufacturés représentent environ les deux tiers du total des importations de marchandises, suivis par les produits des industries extractives et les produits agricoles. La Turquie reste un exportateur net de services, avec un excédent de 13,4 milliards de dollars EU en 2006 (contre 7,9 milliards de dollars EU en 2002).

2) CADRE INSTITUTIONNEL

6. La politique commerciale de la Turquie est élaborée, administrée et coordonnée par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur (UFT). Selon la nature des problèmes, l'UFT engage des consultations avec les ministères pertinents et d'autres institutions qui prennent part également, de

façon directe ou indirecte, à l'élaboration et/ou à la mise en œuvre de la politique de commerce extérieur. Les vues du secteur privé, y compris des ONG, sont généralement prises en compte dans ce processus (même si la loi ne l'exige pas). Une Commission de coordination sur l'OMC, dirigée par l'UFT avec la participation du secteur privé et d'ONG, a été créée.

7. Le système commercial est principalement influencé par les Accords de l'OMC et par les relations commerciales qui existent entre la Turquie et les CE. Ces dernières années, la Turquie a modifié sa législation, notamment dans le domaine des droits de propriété intellectuelle, et elle a adopté de nouveaux textes de lois, en particulier sur les sauvegardes, pour se conformer à ses obligations découlant de l'acquis communautaire et des Accords de l'OMC.

8. La Turquie, qui était une partie contractante au GATT depuis le 17 octobre 1951, est devenue Membre originel de l'OMC le 26 mars 1995. Elle accorde au moins le traitement NPF à tous ses partenaires commerciaux. Elle n'est pas signataire des accords plurilatéraux résultant du Cycle d'Uruguay; elle a le statut d'observateur pour l'Accord sur les marchés publics et l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils, qui sont des accords plurilatéraux, et est partie à l'Accord sur les technologies de l'information (ATI). Elle a été impliquée dans plusieurs affaires soumises au mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

9. La Turquie a conclu un accord d'union douanière avec les CE (essentiellement pour les produits non agricoles), un accord de libre-échange avec l'AELE (également pour les produits non agricoles) et neuf accords bilatéraux qui sont en vigueur (six accords conclus durant la période considérée avec l'Autorité palestinienne, la Bosnie-Herzégovine, l'Égypte, le Maroc, la Syrie et la Tunisie, et trois autres avec la Croatie, la Macédoine (ex-République yougoslave de) et Israël). Elle a également signé un accord

commercial bilatéral avec l'Albanie, qui doit entrer en vigueur prochainement, et poursuit les négociations avec d'autres pays. Elle fait aussi partie du Partenariat euroméditerranéen, qui vise à établir une zone de libre-échange dans la région d'ici à 2010, de l'Organisation de coopération économique et de la Coopération économique de la mer Noire (BSEC).

3) INSTRUMENTS DE POLITIQUE COMMERCIALE

10. Les marchandises importées en Turquie peuvent être assujetties à diverses impositions, à savoir des redevances douanières (droits de douane et taxe pour le Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation) et des taxes intérieures (droits d'accise, appelés aussi taxe spéciale à la consommation, TVA et droit de timbre). Depuis 1996, du fait de son union douanière avec les CE, la Turquie se base sur le tarif extérieur commun des CE pour établir ses droits de douane concernant les produits industriels et la composante industrielle des produits agricoles transformés (importés des pays tiers). Son tarif douanier comprend des droits *ad valorem* (97,9 pour cent des lignes tarifaires, contre 98,5 pour cent en 2003) et des droits non *ad valorem* (spécifiques, mixtes, composites ou variables) qui s'appliquent à 378 produits au niveau des positions à 12 chiffres du SH (contre 284 en 2003). Selon la définition de l'OMC, la moyenne des droits NPF appliqués est sensiblement plus élevée pour les produits agricoles (47,6 pour cent) que pour les produits non agricoles (5 pour cent).

11. Environ 46,3 pour cent des lignes tarifaires sont consolidées. En 2007, la moyenne simple des droits consolidés est de 33,9 pour cent et celle des droits NPF appliqués de 11,6 pour cent (contre 11,8 pour cent en 2003); les taux plafonds des droits consolidés donnent donc à la Turquie une grande latitude pour augmenter ses droits de douane. Par ailleurs, elle impose des droits non *ad valorem*, ce qui n'assure pas sa conformité aux engagements contraignants

qu'elle a contractés à des taux *ad valorem* dans le cadre de l'OMC. Outre des droits appliqués ou consolidés, la Turquie applique aussi ce qu'il est convenu d'appeler des droits légaux. En fait, le gouvernement peut remplacer le taux NPF appliqué par un taux égal à 150 pour cent du taux du droit légal correspondant afin de protéger davantage les industries locales. Pour les produits faisant l'objet de consolidations tarifaires, si le nouveau taux (c'est-à-dire 150 pour cent du taux du droit légal) est supérieur au taux consolidé correspondant, c'est ce dernier qui s'applique. Ces trois catégories de droits rendent le système douanier encore plus compliqué et imprévisible.

12. La Turquie adopte encore fréquemment des mesures antidumping. En août 2007, on comptait 93 droits antidumping définitifs en vigueur (contre 27 à la fin de 2002). Ces dernières années, la Turquie a recouru de façon croissante à des mesures de sauvegarde et imposé des mesures définitives pour certains produits comme les motocycles, le sel, les fers à vapeur, les aspirateurs et les chaussures. Elle n'a jamais ouvert d'enquête en matière de mesures compensatoires ni imposé de telles mesures.

13. Des licences d'importation sont maintenues pour des raisons liées à l'administration des contingents tarifaires ou à la santé, ou pour des raisons sanitaires, phytosanitaires et environnementales. La Turquie a continué d'harmoniser son système de normes et de règlements techniques avec celui des CE. La promotion des exportations est l'un des principaux objectifs de son régime de commerce extérieur. Les incitations comprennent des avantages tarifaires et fiscaux, des financements et une assistance pour la commercialisation et la promotion. Il existe 20 zones franches (contre 21 en 2003) et, en février 2004, la Turquie a adopté de nouvelles dispositions concernant les incitations fiscales accordées à ce titre. En vertu du cadre régissant les marchés publics, les fournisseurs turcs peuvent bénéficier d'une marge de préférence allant jusqu'à 15 pour cent. Ces dernières années, des progrès ont été

réalisés en ce qui concerne le respect de la législation sur les ADPIC. Néanmoins, le piratage et la contrefaçon portant atteinte aux droits d'auteur et aux produits de marque seraient problématiques.

4) POLITIQUES SECTORIELLES

14. Depuis le précédent examen, la Turquie a pris des mesures pour résoudre les problèmes structurels dans certains sous-secteurs de services; elle a notamment supprimé, le 31 décembre 2003, le monopole de Turk Telecom pour la téléphonie fixe, les appels interurbains nationaux et les appels internationaux. Néanmoins, plusieurs entreprises d'État dominent encore certaines activités de services et, dans certains cas, détiennent encore un monopole ou des droits exclusifs (par exemple les Chemins de fer turcs). Au titre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), la Turquie a inscrit dans ses listes des engagements concernant plusieurs catégories de services et elle maintient des exemptions NPF. Elle a également présenté des offres conditionnelles initiales et révisées dans le cadre des négociations en cours sur les services.

15. Le secteur manufacturier reçoit une grande partie des aides publiques. C'est aussi le principal bénéficiaire de diverses mesures d'incitation (avantages tarifaires et fiscaux, en particulier) et des crédits et garanties à l'exportation. Les droits NPF perçus sur les produits manufacturés (branche 3 de la CITI, Révision 2) sont de 10,9 pour cent en moyenne (contre 11,1 pour cent en 2003); des taux de droits relativement élevés (pouvant atteindre 225 pour cent) s'appliquent encore à certains produits alimentaires transformés. La structure tarifaire n'encourage pas l'investissement dans certaines industries manufacturières, comme la chimie et la plasturgie où la progressivité des droits est négative. En outre, la très forte protection de certaines industries, comme les textiles et vêtements, les boissons et les produits du tabac, entrave leur compétitivité.

16. La Turquie a entrepris un vaste programme de restructuration de son agriculture, afin de réduire le fardeau que constitue le soutien de ce secteur pour son économie et d'aligner davantage sa politique en la matière sur celle des CE. Les mesures qui risquent le plus de fausser la production agricole (par exemple les prix administrés à la production) sont supprimées progressivement et remplacées par un système de soutien direct entraînant moins de distorsions. Néanmoins, la moyenne simple des droits NPF appliqués dans l'agriculture est de 28,3 pour cent, contre 25 pour cent en 2003. Cette protection tarifaire relativement élevée et le nombre limité de produits agricoles visés par les arrangements commerciaux préférentiels de la Turquie (les produits faisant généralement l'objet de contingents tarifaires préférentiels) empêchent l'exposition du secteur à une concurrence accrue.

17. Dans le secteur des industries extractives, les droits de douane sont en moyenne de 0,3 pour cent (contre 0,2 pour cent en 2003); les importations d'électricité sont admises en franchise de droits. Plusieurs nouvelles lois sur l'énergie ont été promulguées ces dernières années pour libéraliser davantage ce sous-secteur. Le manque d'investissements appropriés et le gaspillage considérable d'énergie provoquent encore des coupures de courant dans certaines zones. L'une des principales priorités du gouvernement reste l'accroissement de la capacité de production d'électricité, et tous les segments du sous-secteur de l'électricité (sauf le transport) ont été ouverts à la participation directe du secteur privé.

5) POLITIQUE COMMERCIALE ET PARTENAIRES COMMERCIAUX

18. La Turquie poursuit une stratégie de libéralisation des échanges dans le cadre de négociations multilatérales, régionales et bilatérales. Elle participe activement au Programme de Doha pour le développement. Néanmoins, comme elle est partie à plusieurs arrangements, son régime de commerce extérieur est complexe et apparemment

difficile à gérer. La conclusion de nouveaux accords commerciaux pourrait encore accroître cette complexité et éloigner le pays du multilatéralisme, eu égard à ses ressources limitées. En outre, tout retard dans l'harmonisation de son régime commercial préférentiel avec celui des CE pourrait entraîner un détournement des échanges au détriment de ses exportations. Une plus grande libéralisation au niveau multilatéral, tant pour les biens que pour les services, pourrait réduire la nécessité de négocier des accords commerciaux préférentiels.

19. La Turquie prend actuellement des mesures pour s'orienter vers une économie fondée sur la concurrence et axée sur le bien-être des consommateurs et pour remédier aux grandes disparités entre les quelques entreprises très productives et les nombreuses autres dont la productivité est faible. Toutefois, le degré élevé de protection tarifaire dans l'agriculture a limité l'exposition de ce secteur à la concurrence et fait qu'il est difficile d'exporter les produits agricoles ou de les utiliser comme intrants dans des marchandises d'exportation sans un soutien, y compris des subventions. Cette situation risque fort d'entraver la croissance économique à long terme.

20. Une accélération des réformes structurelles, y compris l'achèvement du programme de privatisation, la mise en œuvre des réformes sectorielles (travail, éducation et santé, par exemple), l'élargissement de la portée des engagements en matière de consolidations tarifaires, la réduction des taux consolidés et la poursuite de la rationalisation des droits de douane permettraient d'améliorer la répartition des ressources. La Turquie pourrait ainsi attirer davantage d'IED, éviter de retomber dans une alternance de forte expansion et de récession comme par le passé, accroître la prévisibilité de son régime commercial, réduire la nécessité d'accorder des avantages, et mieux s'intégrer au système commercial multilatéral. Ses partenaires commerciaux pourraient l'y aider en ouvrant totalement leurs marchés aux biens et aux services qui présentent pour elle un intérêt.